

Le commerce du IIIe millénaire sera-t-il équitable ?

**Conférence du 6 mai 1999 à la mairie du 10^e
arrondissement de Paris, dans le cadre de la semaine
"Eh! Changeons le Monde" sur le thème « Commerce
équitable: solidarités locales, solidarités internationales »**

Conférence organisée à l'occasion du 25^e anniversaire de l'association des amis d'Artisans du Monde, avec le soutien de la Mairie du 10^e arrondissement de Paris, du mensuel "Alternatives économiques" et du programme "Acteurs solidaires"

Les amis d'Artisans du Monde
20 rue Rochechouart
75009 PARIS
01 48 78 55 54

Introduction

Cette conférence s'est tenue le 6 mai 1999 à la mairie du 10^e arrondissement de Paris. Elle a été organisée à l'initiative de l'association des amis d'Artisans du Monde qui fêtait ainsi son 25^e anniversaire au service du commerce équitable.

L'objectif, il y a 25 ans, était de soutenir le développement économique et social de producteurs précis. Depuis, du fait de l'expérience accumulée, de l'élargissement de ce concept à d'autres acteurs avec d'autres méthodes, et de l'augmentation du volume des échanges, il devient utile de réfléchir à l'usage de ces pratiques du point de vue du commerce et de la régulation de l'économie. Les acteurs du commerce équitable doivent maintenant évaluer leur action non seulement en terme de réponses aux objectifs initiaux mais aussi dans une perspective de l'utilisation du commerce équitable comme un outil parmi d'autres de régulation économique et de développement durable.

L'objectif de cette conférence est de contribuer à ce débat.

Le commerce équitable exprime l'exigence des citoyens, en l'absence d'une régulation internationale des marchés des matières premières, d'introduire des règles de solidarité sociales avec les communautés du Sud avec lesquelles nous entretenons des relations économiques. "Puisque j'achète ton café, tu fais partie de la même société que moi et tu as donc les mêmes droits. Il est légitime de rémunérer ton travail dans des conditions qui permettent de t'assurer une vie digne dans cette société."

Si l'on adhère à cette éthique, le commerce équitable est une des pistes à explorer pour penser l'économie autrement. Il peut être un outil, parmi d'autres, permettant de prendre en compte des objectifs sociaux, environnementaux ou plus globalement d'intérêt collectif. Quels peuvent être, cependant, ses effets sur les marchés, par rapport aux régulations publiques ? Comment s'est-il développé en France et en Europe, quels effets peut-il avoir au Sud, que peut on attendre de l'OMC etc ?

Si le commerce ne doit pas être un moyen anonyme d'exploitation du producteur, le commerce équitable ne doit pas être un moyen "social" d'exploitation du consommateur. Un débat sur la formation des prix est à engager pour concilier l'intérêt du producteur et celui du consommateur tout en tenant compte des coûts de commercialisation. Pour que le consommateur accepte et agisse dans ce sens par ses achats, il doit être mieux informé. D'où l'importance des labels et

des contrôles indépendants. Le consommateur doit pouvoir différencier ce qui est équitable de ce qui n'est qu'une action de marketing.

Les différentes formes du commerce équitable (label, sociétés commerciales, associations militantes) sont complémentaires. Il s'agit autant d'accroître la part des échanges équitables en sensibilisant le consommateur-citoyen et en multipliant les lieux où sont vendus les produits que de faire évoluer les règles du commerce international vers plus d'équité. C'est avec cet objectif que les acteurs de ce type de commerce s'organisent dans la cadre du collectif de la campagne "Ethique sur l'étiquette" et de la "Plate forme pour le commerce équitable".

La conférence a été ouverte par Tony Dreyfus, ancien ministre et député-maire du 10^{ème} arrondissement de Paris et animée par Philippe Frémeaux, rédacteur en chef du mensuel "Alternatives économiques". Sont intervenus successivement :

- François Dufour, porte parole de la Confédération Paysanne et vice président d'ATTAC, sur le thème "**le commerce équitable : une voie à explorer**",

- Yannick Jadot, de SOLAGRAL et Gustave Massiah, Président de l'AITEC, sur le thème "**commerce équitable et régulation publique**",

- Baya Benyahia, Présidente de FEDA représentante de femmes productrices algériennes et partenaire du CCFD, Victor Ferreira, Directeur de Max-Havelaar-France, Michel Besson, Directeur d'ANDINES, Philippe Frémeaux pour le compte d'Alain Stucker du CRC (Centre régional de la consommation), sur le thème "**concilier les intérêts des partenaires dans la formation des prix, l'importance des labels**"

- Anne Olivier, ancienne Présidente de la fédération Artisans du Monde, représentant ici les collectifs de la Campagne "Ethique sur l'étiquette" et de la "Plate forme pour le commerce équitable" sur le thème de "**l'organisation, en France, du commerce équitable**".

Le commerce du III^e millénaire sera-t-il équitable?

La conférence a été ouverte par Tony Dreyfus, ancien ministre et député-maire du 10^e arrondissement de Paris et animée par Philippe Frémeaux, rédacteur en chef du mensuel "Alternatives économiques". Sont intervenus successivement:

- François Dufour porte-parole de la Confédération paysanne et vice-président d'ATTAC sur le thème "**Le commerce équitable : une voie à explorer**";

- Yannick Jadot de SOLAGRAL et Gustave Massiah, président de l'AITEC sur le thème "**Commerce équitable et régulation publique**";

- Michel Besson, directeur d'ANDINES, Baya Benyahia, présidente de FEDA, représentante de femmes productrices algériennes et partenaire du CCFD; Victor Ferreira, directeur de Max-Havelaar-France; Philippe Frémeaux pour le compte d'Alain Stucker du CRC (centre régional de la consommation) sur le thème "**Concilier les intérêts des partenaires dans la formation des prix, l'importance des labels**";

- Anne Olivier, ancienne présidente de la fédération Artisans du monde, représentant ici les collectifs de la campagne "Ethique sur l'étiquette" et de la "plate-forme du commerce équitable" sur le thème "**L'organisation, en France, du commerce équitable**".

Tony Dreyfus

Je vous souhaite la bienvenue à la Mairie du 10^e.

Vous voyez le nom de ceux qui sont à cette tribune dans une salle somptueuse et très solennelle : il y a un certain contraste avec les propos que vous allez tenir car cette mairie a été achevée en 1896, au moment où le libéralisme s'épanouissait (libéralisme économique, complètement!) et cette mairie est un des fruits de cette époque haussmanienne. Il y a donc un peu un paradoxe avec les débats qui vont se dérouler ici.

Je voudrais vous dire deux mots car j'ai une obligation impérative qui m'oblige à rejoindre l'Assemblée, il y a quelques débats, quelques susceptibilités actuellement, vous le savez bien, pour ce qui peut se passer en Corse et, donc, je dois participer à une réunion. Mais je serai remplacé, fort avantageusement, par mon premier adjoint Michel Ottaway et par Sylvie Scherer qui est à l'origine de cette réunion.

Quand, Sylvie Scherer, il y a quelques mois, est venue me parler de cette proposition de débats successifs "Eh! Changeons le monde" en me disant: Il faudrait parler du commerce sans profit "Ah!", ai-je dit. Ce commerce, c'était le commerce équitable. J'ai un peu sursauté car, pour moi, le commerce est source de profit et l'économie de marché, je sais ce que c'est. Mais je sais aussi, et c'est un avantage que j'ai sur certains élus, ce qu'est l'économie sociale car Michel Rocard, de 1988 à 1991, m'avait demandé notamment de veiller au développement de l'économie sociale, qui, en France, regroupait et regroupe encore les activités des associations, des mutuelles et des coopératives. Et le propre de l'économie sociale, c'est, bien entendu, de développer des activités sans que l'objectif soit la recherche d'un profit. Par contre, c'est aussi développer des activités et, donc créer des emplois, éventuellement entrer en concurrence et être compétitif dans une économie générale, laquelle est une économie de marché.

Je peux vous dire que je n'étais pas un spécialiste de l'économie sociale en 1988 mais en 1991, je m'étais amélioré et j'ai été très triste de quitter le gouvernement, non pas simplement parce que c'était quitter le gouvernement, mais parce que j'avais présenté et fait adopter, en première lecture, le projet de loi sur les associations qui permettait à celles-ci de se développer et de participer effectivement à des activités multiples sans subir le joug ou la sanction de l'économie de marché.

Mon ami et collègue Koffi Yamgnane a repris le flambeau et je dois dire qu'un effort a été réalisé. Le présent gouvernement a fait beaucoup pour les associations (on en a peu parlé) mais le ministre du Budget, M. Christian Sautter, avait reçu des instructions, récemment, du Premier ministre et aujourd'hui les associations bénéficient d'un régime fiscal. On va me dire : "Il est insuffisant!". Chaque mesure de cette nature est toujours insuffisante, mais les associations se voient octroyer un certain nombre de garanties, notamment sur le plan fiscal, qui vont leur permettre d'exercer leur activité.

Pourquoi à la mairie du 10^e, ces débats ? Parce que le 10^e arrondissement, c'est quand même très particulier. Nous sommes au centre de Paris, c'est le quartier des gares, c'est le quartier qui a été celui de l'artisanat, c'est le quartier qui regroupe des productions de toute nature. Ce peut être une production artisanale, ce peut être une production de confection... tous les artisans se sont développés, tous les commerces, dans l'entre-deux-guerres, notamment par les immigrants juifs venus d'Europe centrale.

Nous avons donc une sorte de spécificité dans le 10^e. Coexistent dans le 10^e, des activités marchandes fort lucratives, parfaitement clandestines et très souvent interdites, je pense à

tous les commerces de gros, de demi-gros, de vêtements d'enfants, de fourrure. Nous n'appellerons pas ça l'économie sociale et je ne suis par certain qu'il s'agisse là d'un commerce équitable... Il peut donc sembler paradoxal que ce soit ici dans le 10^e que l'on parle du commerce équitable.

Mais en même temps, et le responsable du mensuel "Alternatives économiques" l'a certainement bien compris, ici, dans le 10^e, il y a aussi beaucoup d'étrangers venus plus récemment et qui essaient de s'insérer par des activités qui ne sont pas nécessairement lucratives.

Les associations représentant des communautés étrangères sont nombreuses et nous essayons de les faire coexister. Sylvie Scherer, en institutionnalisant une journée "Ensemble, nous sommes le 10^e" qui est une journée-débat, laquelle se prolonge toute une semaine, fait que chacune de ces associations a la possibilité de s'exprimer pendant une semaine et de se faire connaître de la population de l'arrondissement.

Cela est un énorme avantage car cela permet à chacune de ces communautés de se faire connaître de la mairie, de se faire connaître des autres habitants et de se connaître entre eux, et je vous assure que ce n'est pas la moindre affaire que ces communautés étrangères se connaissent entre elles ... Je crois que parler avec elles du commerce équitable correspond à une réalité.

Sylvie Scherer m'en avait convaincu et quand je dis "m'en avait convaincu", c'est toute l'équipe municipale et je crois que c'est une très bonne chose.

Et pour conclure cette introduction très brève, je vous dirai simplement que de plus en plus nous ressentons dans la ville, et dans le 10^e autant qu'ailleurs, un clivage extraordinairement profond qui se fait entre ceux qui se livrent à une activité lucrative et qui s'insèrent simplement dans la vie et ceux dont l'activité n'est pas lucrative et qui sont restés sur le bord du trottoir. Et finalement, les efforts que nous développons, c'est pour essayer de réduire cette société duale et de faciliter une intégration générale

Sylvie Scherer et toute l'équipe du 10^e arrondissement le tentent et un débat comme celui de ce soir permettra certainement d'exposer un certain nombre d'expériences... Je crois que ces expériences nous permettront de mieux comprendre ce qui est possible (à l'impossible nul n'est tenu).

Mais ce que je crois très profondément, c'est que, d'une part, ce commerce équitable est à la fois une possibilité qui nous est donnée d'intégrer des communautés étrangères représentées par des

associations et, d'autre part, d'ouvrir des perspectives pour l'économie du tiers-monde.

Je citerai un seul nom, je vois mon ami Gustave Massiah qui est ici. J'ai milité avec Gustave depuis très longtemps, nous avons sévi dans les mêmes formations politiques, nous n'étions pas du même bord dans ces formations mais nous avons continué à nous voir. J'ai cité Gustave Massiah parce qu'il est très impliqué par l'intérêt qu'il porte à l'économie des pays en voie de développement.

Mon voisin est Philippe Frémeaux, vous le connaissez, il a une grande expérience, il est rédacteur en chef du mensuel "Alternatives économiques".

Doivent intervenir aussi : François Dufour pour le commerce équitable, il est le porte-parole de la Confédération paysanne; Yannick Jadot, au nom des solidarités agricoles; Michel Besson; Baya Benyahia, présidente de Femmes et Développement en Algérie; Victor Ferreira, directeur de Max-Havelaar-France; Enfin, j'ai rencontré Anne Olivier.

Dans ces conditions, je pense que l'exposition qui a été réalisée est une exposition intéressante. C'est une exposition qui va permettre à des enfants, à des scolaires, à des habitants du 10^e de voir ce qui se fait et ce qui peut se faire. C'est une exposition dont la mairie ne peut qu'être très fière, même si ce n'est pas elle-même qui l'a réalisée. Et je pense qu'organiser un débat autour de cette exposition est une bonne chose.

Maintenant il ne s'agit pas d'être bavard, mon ami Michel Ottawa y va me remplacer.

Philippe Frémeaux

Brève introduction sur le sens que peut avoir aujourd'hui le commerce équitable.

Il y a quelque chose de paradoxal aujourd'hui à s'intéresser au commerce équitable parce que la question de savoir s'il faut encore aider le Sud est une question qui est constamment posée, y compris dans les colonnes de journaux comme "Alternatives économiques".

Quand on voit qu'une partie de cette aide va servir des Etats prédateurs qui sont plus soucieux d'enrichir les banques occidentales que de contribuer au développement de leur pays, ou que ailleurs, une partie des Etats du tiers monde ont aujourd'hui accédé à un niveau de développement tel que, loin d'être des Etats qu'il faudrait constamment aider, ils sont devenus, au fond, des concurrents pour nous, voire une menace.

La conscience que nous avons aujourd'hui de la situation des pays en voie de développement a considérablement changé. Il est vrai que la relation que nous avons à ces pays, qui était souvent de commisération dans une partie de la gauche bien pensante ou de mépris au sein de la droite, est parfois passée à un niveau de crainte ou d'esprit de concurrence et, d'un certain point de vue, c'est un progrès puisque c'est considérer, à l'échelle de l'Histoire, que nous les considérons aussi comme nos égaux désormais.

Ce qui est vrai aussi, c'est que le tiers-monde en tant que tel, donc comme construction intellectuelle d'ensemble, a peut-être disparu. Mais, dans le même temps, les problèmes de développement, eux, restent.

Toute une partie de cet ex-tiers-monde est de plus en plus marginalisée. Le nombre de personnes qui sont sous alimentées, au sein de la population mondiale, stagne désespérément autour de 800 millions depuis maintenant vingt ans.

Nous avons, dans ce monde où certains pays arrivent à tirer leur épingle au jeu du développement, des populations marginalisées et, au sein même des nations qui connaissent du développement, des inégalités souvent croissantes. On le voit bien au choc que représente la crise asiatique dans des pays comme l'Indonésie et à la misère de masse que nous avons dans des pays comme le Brésil.

Le développement d'une partie du Sud ne doit pas nous faire oublier le maintien d'un niveau extrêmement élevé d'inégalité mondiale et le besoin d'aide solidaire de l'ensemble des populations qui manquent de tout et qui peuvent souffrir aujourd'hui dans le monde.

Il y a un autre paradoxe dans le commerce équitable, c'est le fait que la plupart des économistes (et pas seulement les économistes, les spécialistes du tiers-monde,) s'accordent aujourd'hui pour penser que se développer, ce n'est pas vendre plus cher ses matières premières.

Dans les années 60-70 on a pu longtemps parler des problèmes liés aux termes de l'échange et penser le développement comme une affaire de rapport égalitaire entre Etats. Dans le cadre du nouvel ordre économique mondial, ces problématiques n'ont pas disparu mais on sait bien aussi que le développement, c'est d'abord une affaire de diversification et de production de produits industrialisés exportables.

Prenez un pays comme la Corée, elle exportait, en 1960, 85% de matières premières; aujourd'hui, ses exportations sont faites de 95% de produits manufacturés.

Donc, dans beaucoup de pays du Sud, l'objectif devrait être plutôt de réorienter la production agricole vers une activité plus industrielle et d'orienter la production agricole d'exportation vers une production vivrière qui puisse concourir à nourrir les populations.

Tout cela contribue à faire que l'on peut se demander pourquoi je suis là ce soir puisque je suis en train d'expliquer à tous égards qu'on se demande à quoi sert le commerce équitable aujourd'hui.

C'est là que l'exposé se renverse et je crois qu'il faut rappeler quelques principes qui font que cela a du sens.

Le commerce équitable part d'une constatation simple. Le commerce international nous conduit à établir des relations avec d'autres hommes, au Nord comme au Sud. Et le fait d'être en relation avec ces hommes fait que nous tissons des liens sociaux, que nous appartenons à la même société que ces hommes et ces femmes avec lesquels nous établissons des relations de commerce. Les lois du marché seules ne peuvent pas réguler les relations entre les hommes, que ce soit au sein d'un pays ou que ce soit entre pays, et aboutir à un optimum social. Donc, ce qu'il faut aujourd'hui, c'est introduire de la société, c'est reciviliser, au sens fort, les relations commerciales internationales, la mondialisation, définir des règles qui permettent d'établir du social dans cet espace économique international.

Alors, il y a différentes façons de le faire.

On peut établir des normes sociales par le haut.

On essaie de le faire dans le cadre des conventions internationales, du BIT. On essaie d'établir un certain nombre de normes qui n'ont pas pour but d'établir un SMIG mondial, qui n'ont pas pour but d'éliminer la concurrence que peuvent exercer les pays en développement (car ils ont, eux aussi, le droit de produire et de valoriser leur main-d'œuvre), mais, en revanche, qui ont pour but d'interdire les formes d'exploitation du travail humain qui sont intolérables, que ce soit le travail forcé, les discriminations en fonction du sexe, de la religion, des opinions politiques. Donc, interdiction du travail forcé, du travail des enfants et, naturellement, rétablissement de la liberté syndicale.

L'autre élément, ce sont toutes les associations, les organisations qui travaillent, dans un cadre plus décentralisé, à établir et à essayer d'imposer des codes éthiques aux entreprises multinationales, aux distributeurs et aux importateurs.

Elles peuvent le faire soit en ayant des relations directes avec les communautés

productrices, soit en labellisant les produits comme le font précisément les associations du commerce équitable.

Ce faisant, les associations de commerce équitable nous montrent, que, au fond, cette sorte de loi d'airain de l'économie que les économistes libéraux développent, selon laquelle les coûts des matières premières seraient nécessairement orientés vers le bas, peut, si on réinsère du politique, fonctionner de manière différente. Les prix ne sont pas nécessairement orientés vers le bas et, d'ailleurs, il n'est, pour s'en convaincre, que l'exemple de ce qu'on vit tous les jours en Europe. La PAC, malgré tous ses défauts, montre qu'une communauté peut décider, par des systèmes de garantie de prix ou par un système de garantie de revenus (ou par un mixe des deux), de développer sa production et d'accorder certaines garanties de revenus parce que, en Europe, nous avons décidé que les travailleurs de la terre avaient droit à un certain nombre de garanties de revenu liées à leur activité.

Cela fait l'objet d'un débat démocratique. Tout le monde n'est pas d'accord sur les objectifs, tout le monde n'est pas d'accord sur la façon dont c'est fait mais, dans le même temps, on ne peut pas dire que les prix agricoles européens soient uniquement guidés par la logique des marchés.

Ce que nous faisons en Europe, entre nous, on ne le fait pas au niveau mondial parce que, au niveau mondial, la conscience de la solidarité et le cadre politique qui permettrait de le faire n'existent pas.

D'un certain point de vue, le commerce équitable se substitue à ce cadre politique, en établissant des relations directes, si bien que je crois que le commerce équitable n'est pas à proprement parler une affaire économique. C'est d'abord une affaire politique, morale, éthique, politique au sens fort, puisqu'il s'agit d'affirmer qu'un homme en vaut un autre et que, parce qu'un homme en vaut un autre, les normes qui définissent la façon dont le travail est rémunéré doivent garantir à chacun une vie digne, des moyens suffisants pour vivre, lui et sa famille, et que nous devons tous refuser la logique de la concurrence générale, d'une mondialisation générale où nous serions en guerre tous contre tous.

François Dufour

Merci de m'avoir invité à participer à cette soirée de réflexion et de débats. Faire parler un paysan au coeur de Paris, c'est rare, surtout devant des citoyens mais ça devient de plus en plus fréquent et la Confédération paysanne prend plaisir

à venir débattre de problèmes comme celui que nous allons aborder ce soir

La Confédération paysanne est une organisation syndicale jeune puisque elle a dix ans. Elle est installée à deux pas d'ici Porte de Bagnolet, nous avons eu notre siège pendant une période à la Porte de la Villette. C'est une organisation paysanne syndicale qui est la deuxième force syndicale de France aujourd'hui. Pendant longtemps il n'y a eu qu'un seul syndicat dans lequel certains d'entre nous avons entraîné nos bottes.

Face à l'évolution de cette structure et à la manière dont le développement agricole s'est opéré durant les trente dernières années, et celle dont cette structure syndicale soutenait un développement que nous avons, nous, combattu, - un développement qui consistait toujours à chercher la croissance de la production pour sans cesse restructurer l'agriculture et participer à l'élimination de nombreux paysans -, nous nous sommes dit à un moment donné qu'il fallait se poser les questions sur le rôle et la mission des paysans pour l'agriculture au service de la société. Pas simplement pour la société française, mais aussi bien pour le développement de l'Union européenne que pour le développement de l'agriculture sur la planète.

Donc, c'est à partir de ce moment-là que nous nous sommes trouvés en porte-à-faux et en opposition avec un certain nombre de nos collègues et nous avons donc réfléchi à un projet qui s'intitule: "L'agriculture paysanne pour des paysans nombreux sur l'ensemble de la planète" et nous avons construit, en 1987, la Confédération paysanne.

Nous sommes membres de la Coordination paysanne européenne. Dix-sept organisations paysannes se rejoignent sur nos objectifs et nous, nous avons travaillé autour de ce projet pour le faire partager dans les autres pays et au fur et à mesure que l'Union européenne se construit, on arrive et on espère le faire dans les pays d'Europe centrale, construire des mouvements paysans et des mouvements syndicaux pour réfléchir ensemble et faire en sorte qu'on construise ensemble l'Europe agricole et l'Europe des citoyens. Nous sommes aussi rattachés à travers un mouvement de paysans sur la planète qui s'appelle "Via Campesina" et qui regroupe cinquante-sept organisations paysannes et nous sommes en relation permanente avec d'autres pays et d'autres paysans sur les autres continents.

C'est comme cela que, dans quelques semaines, nous accueillerons avec d'autres mouvements, d'autres associations, cinq cents paysans indiens qui vont venir crier à la fois leur mécontentement de la manière dont le commerce

mondial et les règles de l'Organisation mondiale du commerce ont été définies, les incidences sur eux, les incidences sur la paysannerie de ces pays et qui viendront aussi lancer un appel aux pays de l'Union européenne qui ont une agriculture très développée et dire leur ras-le-bol de la manière dont le commerce international, le commerce de plus en plus libéral induit chez eux une pression sur les paysans et sur leurs revenus allant jusqu'à l'exclusion de millions d'hommes et de femmes de la terre.

Donc, c'est un peu à partir de ce constat que nous sommes aujourd'hui de plus en plus sollicités à nous ouvrir et à expliquer notre projet à travers le milieu rural. Je crois qu'il faut décroisonner le monde paysan et notre projet repose sur plusieurs axes à la fois.

Premier point, notre projet se veut non corporatiste, c'est-à-dire que le paysan n'a pas pour rôle simplement de faire de la production de matière première à bas prix pour "gaver" les populations et faire en sorte qu'on engraisse certaines centrales d'achat, l'agro-alimentaire ou les firmes d'aliments du bétail.

Mais notre rôle, notre mission est bien de repenser l'agriculture sur une dimension à la fois sociale, faire vivre le maximum de paysans sur la planète, ce qui veut dire une répartition des productions entre les pays, entre les groupes de pays, entre les paysans, entre les régions.

Deuxième point : nous voulons faire en sorte que l'argent public distribué à l'agriculture le soit de manière beaucoup plus équitable pour que les paysans dans les régions les plus pauvres et les plus défavorisées soient mieux soutenus financièrement et que les paysans qui sont dans les zones plus riches avec des sols plus fertiles et un microclimat plus dynamique soient moins soutenus s'ils ont déjà la richesse à partir de leur sol et de leur production.

Donc ça repose sur cet aspect:

- dimension sociale: des paysans nombreux
- dimension territoriale: on considère que l'agriculture repose actuellement sur l'ensemble de la planète de par sa méthode de développement basée sur cette croissance des productions. La production est en train de se concentrer dans les zones les plus riches et elle est en train de désertifier les zones les moins riches et les moins accessibles. C'est une catastrophe. Alors que pour nous, la production agricole a une vocation d'occupation du territoire.

Si vous prenez les zones défavorisées telles les zones de montagne, il est certain que là où il y a des chèvres et des brebis à occuper le territoire, et des hommes et des femmes, il est

certain qu'on a moins d'incendies de forêt, moins de problèmes d'avalanches, moins de problèmes d'avancée de ce qu'on pourrait appeler les friches et, donc, c'est un coût moins important à assumer pour la collectivité et nous pensons donc que l'argent doit aider en priorité à maintenir de l'activité sur l'ensemble des territoires.

Troisième point : le développement a pour but, dans toutes ses missions, de ne pas mettre en péril les écosystèmes et de ne pas mettre en péril le sol, le sous-sol, l'air.

C'est-à-dire faire en sorte que les générations futures puissent continuer à produire puisque la mission première de l'agriculture, c'est bien de produire des denrées alimentaires en quantité et en qualité suffisantes. Faire en sorte que ce type de développement ne mette pas en péril les générations futures. En ce moment, le développement agricole contribue à préparer des déserts, en France comme ailleurs, et de la sorte de moins en moins de terres seront disponibles à la production agricole. Pourquoi ? Parce que le modèle d'agriculture a été lancé dans une folle aventure de productivité à tous crins avec la chimie, avec aujourd'hui les antibiotiques, les hormones et les organismes génétiquement modifiés alors qu'on peut faire un développement d'une agriculture paysanne et durable dans des conditions beaucoup plus valorisantes et, à long terme, beaucoup plus valable et rentable pour la société.

Quatrième point, c'est l'aspect qualité. Nous considérons que l'agriculture lancée dans cette course est en train de détériorer la qualité de ses aliments et, là, nous considérons qu'il y a un risque pour la santé humaine et aussi pour la santé animale. On est en train de faire une agriculture de plus en plus lyophilisée et aseptisée. On parle maintenant de traiter les viandes, au moment où elles sont sur la chaîne d'abattage, avec du chlore. Nous considérons que, si c'est ça le développement de l'agriculture, ça ne va pas contribuer à renforcer un lien entre les paysans et le reste de la société, alors que nous sommes porteurs d'un autre type de développement.

Pourquoi je fais ce préambule, parce que je vais vous prendre un exemple. J'habite le sud de la Manche et je suis producteur de lait et de pommes à cidre et je suis dans une zone où le productivisme agricole risque de générer énormément de dégâts. Si j'interviens dans ce domaine, c'est parce que, directement, notre type de développement a une incidence sur les pays en voie de développement d'Afrique ou d'Amérique latine. Pourquoi ? parce que nous avons concentré dans nos zones, dans l'Ouest, de la production porcine, de la production de volailles, ce qu'on appelle le hors-sol. On construit des cathédrales en béton, on

y entasse vingt-sept poulets au mètre carré. On leur fait ingurgiter des céréales, de l'aliment issu de farine de viande d'équarrissage et un peu de farine importée des pays en voie de développement et on produit 27% de cette volaille pour exporter au Moyen-Orient.

C'est le type de développement qui est en train de remplacer le lien du sol avec son paysan sur la planète pour se concentrer dans quelques pôles, en Europe et aux Etats-Unis.

Ce type de développement est en train de mettre sous tutelle des paysans qui n'ont plus de statut de paysan, qui deviennent des travailleurs à façon complètement intégrés par une agro-industrie et une agrochimie, qui, elle-même, fournit le plan et la construction du bâtiment. Le paysan en assume le coût financier. C'est la firme intégratrice qui fournit l'aliment du bétail et qui fournit la matière première à travers les animaux. C'est la firme intégratrice qui décide du taux d'antibiotiques ou d'hormones qu'on met dans l'aliment et c'est la firme intégratrice qui prend le poulet ou le porc au bout du compte pour l'emmenner à l'abattoir et en faire son exportation. A qui profite le crime ?

C'est un système qui contribue petit à petit à faire pression sur les prix pour, prétendument, se rapprocher du cours mondial et nourrir plusieurs pays qui n'ont pas la capacité de développer l'agriculture, pour rayer le problème de la faim dans le monde et contribuer à faire en sorte que les hommes et les femmes de ce monde vivent mieux. En fait, petit à petit, c'est une appropriation d'un modèle agricole de la matière alimentaire par un système complètement aux mains des banques, des firmes et des marchands d'hormones et qui, petit à petit, dépossède le paysan de son rôle, de sa mission première de producteur alimentaire. J'insiste fortement car c'est le système que nous avons en Bretagne, dans une partie de la Hollande, dans quelques pôles à travers le monde et, peu à peu, ce système génère de gros dégâts sur l'environnement, vous le savez.

Donc c'est important de prendre conscience que le commerce à partir de là n'est pas équitable parce que nous faisons ce type de développement avec un soutien de la collectivité très important et qu'il y a un dumping qui se fait à travers, notamment, cette importation de matière première à bas prix, fortement soutenue par des aides publiques, et qui contribue à empêcher des paysans, sur d'autres continents de développer des cultures et des agricultures vivrières.

C'est dans ce cadre que nous travaillons avec les syndicalistes et les paysans des autres pays pour dénoncer ces pratiques et faire en sorte que nous puissions obtenir des normes dans d'autres groupes de pays comme l'Union

européenne qui a mis en place un système de soutien à son agriculture. Ce qui a permis d'enrayer la pénurie alimentaire des années 60, cela a permis de moderniser l'agriculture et aussi d'augmenter le revenu des paysans. Tout cela s'est fait dans une Europe qui s'est dotée d'outils où les Etats devenaient des régulateurs. C'est aussi le droit des peuples à la souveraineté alimentaire.

Etant donné que, depuis 1970 nous sommes excédentaires en Europe et aux Etats-Unis, les règles mondiales du commerce sont en train de donner des avantages très importants à ces groupes de pays. L'objectif est d'atteindre le cours mondial, c'est-à-dire produire à bas prix pour concurrencer les pays qui n'ont pas les moyens de se nourrir ou de subventionner leur agriculture. Et là, nous ne sommes pas d'accord.

Tout pays ou tout groupe de pays doit bénéficier de règles de développement et de soutien de son agriculture pour permettre de rendre à l'agriculture les missions que j'ai définies telles que nous les concevons aujourd'hui. C'est à dire des paysans nombreux, une production alimentaire à la disposition des peuples, un territoire occupé et des qualités de produits préservés. Et en fait, nous dénonçons le dumping alimentaire, qui consiste à exporter 3%, 4%, 5% de nos volumes de production en céréales, en viande bovine, en lait, en volailles à coups d'aides publiques, et qui contribue complètement à empêcher tous les pays non dotés de moyens techniques modernes de se développer. C'est dans ce sens que nous disons que le commerce ne peut pas être équitable dans ces conditions.

Dans huit jours, nous recevons un certain nombre de responsables d'un Etat du Brésil, responsables économiques et syndicaux, pour organiser une filière de soja sans OGM et nous allons mettre directement en relation des paysans brésiliens avec des paysans français ou européens pour échanger des produits de qualité, pour essayer de faire que nous puissions négocier avec eux un prix rémunérateur de leur soja. Pour que cela ne passe plus par les mains de certaines firmes qui empochent au passage 100%, 200%, 300% de bénéfice, qui mettent sous tutelle des paysans là-bas et qui font que, en produisant à bas prix ici, on renvoie la matière première alimentaire pour empêcher les peuples de se développer. Donc nous allons organiser cette filière. C'est un des exemples de ce que nous allons organiser avec cette délégation brésilienne dans une semaine.

Je m'arrête là, je pense ne pas avoir été exhaustif mais j'ai voulu brosser ce que nous entendions par relation Nord-Sud et commerce équitable.

Yannick Jadot

Le concept de régulation est d'actualité. Le marché ne fait pas son travail ou, plutôt, le marché ne peut pas assurer certaines fonctions que sont le lien social, la protection de l'environnement etc.. Il faut donc des régulations, mais quel type de régulation ? On entend parler des Magasins du monde, des labels, de codes de conduite, de clauses sociales, de normes environnementales. Tout ça, ce sont des modes de régulation. Ils relèvent d'une volonté de résister à une certaine forme de désordre établi par une mondialisation incontrôlée.

Mais ces modes de régulation ne sont pas équivalents. Quand on parle de Magasin du monde, de label, on parle de régulation citoyenne, quand on parle de code de conduite, on parle plutôt de régulation privée, ce sont les entreprises, et puis quand on parle de clauses sociales ou de normes environnementales, on parle de régulation publique. Comment ces régulations ont-elles évolué dernièrement et comment interagissent-elles ?

Les régulations citoyennes, c'est le commerce équitable. Le commerce équitable est né au début des années 60 à partir de deux objectifs :

Premier objectif - "Plutôt que d'apporter de l'aide financière aux pays en voie de développement, il vaut mieux leur donner les moyens de se développer eux-mêmes". De la justice plutôt que de l'aide. Alors quels sont les moyens pour mettre plus de justice dans les échanges ? Il y avait cette idée que, en développant le commerce équitable, en développant des magasins de commerce équitable, on donnerait un accès aux zones de consommation à des petits producteurs du Sud qui, faute de moyens, sont plutôt marginalisés ou exploités.

Deuxième objectif - Faire évoluer le commerce international dans le sens de plus de justice et de durabilité en montrant que le commerce équitable représentait une alternative viable.

Depuis le début des années 60, le mouvement équitable a évidemment évolué et peut-être l'innovation la plus importante a été le développement, à partir de la fin des années 80, des labels Max-Havelaar en France.

Ces labels permettent de sortir un peu du cercle de militants qui se déplacent pour une consommation engagée vers les magasins du monde, en développant l'accès des consommateurs aux produits équitables notamment par les grandes surfaces, les magasins classiques.

Le commerce équitable a beaucoup progressé en Europe. Il a aussi beaucoup progressé en France ces dernières années.

Aujourd'hui, le contexte est particulièrement favorable, les enquêtes d'opinion prouvent que beaucoup de consommateurs sont prêts à acheter des produits qui ont une valeur éthique, qui prennent en compte les coûts sociaux, les coûts environnementaux. Les consommateurs sont même prêts à payer un peu plus cher des produits qui auraient cette garantie éthique.

Autre élément de contexte, la mondialisation et les craintes qu'elle suscite : les OGM, la vache folle, le boeuf aux hormones, les crises économiques, les crises financières, autant d'éléments qui poussent les consommateurs vers plus de respect des questions sociales, plus de respect des questions environnementales et vers une prise de conscience que, par l'échange, il se passe beaucoup de choses.

Particulièrement, le commerce équitable dépasse aujourd'hui le geste de militants qui s'intéressent aux questions Nord-Sud. Les gens se disent : la marginalisation, l'exploitation, la pauvreté, ce n'est pas seulement le petit producteur du Sud, ce peut être mon voisin ou moi-même. Nous sommes victimes d'un même système et, donc, finalement nous sommes solidaires.

Ce qui est intéressant, c'est de sortir d'une perspective strictement Nord-Sud pour affronter un défi qui s'adresse à tous de la même façon.

En dépit de ce contexte favorable, on a l'impression aujourd'hui, que le commerce équitable est à la recherche d'un second souffle.

Après les régulations citoyennes, les régulations publiques.

L'OMC a pris une importance considérable. Que se passe-t-il en fait ? La libéralisation engagée il y a une quarantaine d'années a plutôt abouti. C'est-à-dire que globalement, à part en agriculture, les produits s'échangent librement dans le monde. On arrive maintenant à un système où l'on met en concurrence des systèmes de production. Avant, il y avait des droits de douane qui permettaient de compenser les différences de productivité des systèmes de production. Aujourd'hui, on arrive à une mise en concurrence directe de ces systèmes de production. Or un système de production, ce n'est pas seulement quelque chose de financier, ce n'est pas seulement quelque chose d'économique. Dans un système de production, il y a une législation sociale, il y a des règles en matière d'environnement; il y a toute une série de choix de société qui sont basés sur l'Histoire, qui sont basés sur des mouvements sociaux. Que ce soit en agriculture ou que ce soit dans les autres secteurs de production, on est dans une situation où on met en concurrence des législations sociales, des

législations en matière d'investissement (d'où la mobilisation contre l'AMI), des systèmes culturels.

Finalement, ces Etats, qui assuraient les protections sociales ou la prise en compte de l'environnement, donnent l'impression d'avoir abdicqué devant les grands acteurs du commerce international que sont les firmes multinationales.

On essaie, au niveau international, de mettre en place une clause sociale, de mettre en place des normes environnementales.

Mais si c'est difficile (ça se traduit souvent par des conflits Nord-Sud), c'est notamment parce que les Etats sont assez frileux sur ces questions. L'Etat est un lieu d'arbitrage entre groupes d'intérêt et quand les groupes d'intérêt les plus forts sont les entreprises, alors l'Etat arbitre en faveur des entreprises.

Pourtant, des régulations publiques existent. On a cité la PAC. Dans la loi d'orientation agricole française, il est prévu un contrat territorial d'exploitation.

C'est une façon d'internaliser les coûts environnementaux et les coûts sociaux. L'Etat passe un contrat avec des agriculteurs pour prendre en compte la question sociale, pour prendre en compte la question environnementale.

Donc l'Etat est, d'une certaine façon, capable, quand il le souhaite, de prendre en compte ces questions sociales et environnementales, de mettre en place des régulations publiques.

Mais les Etats et les politiques publiques peuvent aussi engendrer des effets négatifs pour les pays en développement. C'est le cas de la politique agricole commune, de la politique de la pêche ou des politiques commerciales.

Les régulations privées. Les firmes multinationales contrôlent à peu près deux tiers des échanges mondiaux et un tiers des échanges mondiaux se font au sein même des firmes multinationales.

Ces firmes multinationales sont le symbole de la mondialisation et des fantasmes que cette mondialisation suscite.

Dernièrement, parce que les consommateurs commencent à prendre en compte les questions environnementales et sociales, parce qu'il y a eu de fortes campagnes des ONG sur les questions sociales, les entreprises commencent à adopter des codes de conduite. Elles décident, en interne, d'adopter des codes de conduite censés respecter le droit des travailleurs, et internalisent les coûts environnementaux et les coûts sociaux.

Le problème, avec ces régulations privées, c'est que, si elles sont parfois sincères, elles sont

parfois aussi des instruments de marketing. Le doute sur leur sincérité est d'autant plus permis que rares sont les entreprises qui acceptent un contrôle extérieur indépendant de ces codes de conduite et de la façon dont ils les mettent en place avec leurs sous-traitants qui sont dans les pays du Sud.

On voit bien aussi un certain jeu que peuvent avoir les entreprises à développer de nombreux labels : le message envoyé au consommateur est brouillé et le label vidé de son contenu.

Maintenant que nous avons vu ces différentes régulations, voyons comment elles interagissent et surtout comment les régulations citoyennes interagissent avec les régulations privées et avec les régulations publiques

Première interaction, régulations citoyennes et régulations privées.

Faute de régulations publiques, le mouvement équitable cherche de plus en plus à investir et à développer des collaborations avec le secteur privé et avec les entreprises. Si l'on veut changer les règles commerciales générales, il faut travailler avec les grands acteurs du commerce international que sont les entreprises.

Certains, dans le commerce équitable, y ont vu la perte de l'âme du commerce équitable. Mais il est important aussi de sortir d'une certaine marginalité militante.

Des questions demeurent. La première est celle du contrôle et de la sincérité des entreprises qui mettent en place des codes de conduite. Il faut que les consommateurs puissent constater effectivement ce qui se passe.

Une autre question est celle des critères du commerce équitable. Comment juger une firme multinationale qui développe un label "commerce équitable" sur un produit.

Ce produit peut répondre à une certaine charte de commerce équitable mais la firme multinationale peut se servir de cette image pour avoir ailleurs des pratiques non équitables. Et puis, même si la firme rentre dans l'image du commerce équitable, il y a aussi d'autres questions qui se posent.

Par exemple, on fait un label de café équitable au Costa Rica. Là, on a une certaine garantie qu'on travaille avec des petits producteurs. Peut-on faire un label commerce équitable sur des grandes plantations de café, au Brésil, sachant que ces grandes plantations entrent plutôt en contradiction avec la sécurité alimentaire, avec les questions foncières, avec la question des petits paysans ?

Tout ça pose un certain nombre de questions auxquelles le commerce équitable doit répondre, probablement avec l'appui de la puissance publique (certification des labels etc.).

Deuxième interaction, régulations citoyennes et régulations publiques.

Faute d'agir par le haut, la régulation publique tend à agir par le bas.

De plus en plus, les ministères, les élus, la Commission européenne, appuient les initiatives du commerce équitable, financent des projets. La Commission a, en ce moment, dans ses tiroirs une ligne budgétaire spéciale pour développer le commerce équitable. C'est bien. Mais il y a un danger à délaissier les règles générales qui sont en train d'être négociées au profit de règles finalement marginales.

Du côté des consommateurs citoyens, il faut pousser à ce que les régulations publiques s'installent au niveau international pour intégrer ces coûts environnementaux et ces coûts sociaux.

Artisans du monde par exemple, lance une campagne sur l'OMC pour que, dans la prochaine négociation agricole, on prenne en compte la sécurité alimentaire et les petits producteurs. Il y a bien ici une volonté de pression des régulations citoyennes sur les régulations publiques.

Que le réseau européen des Magasins du monde lance cette campagne, c'est bien, mais l'Etat est un lieu d'arbitrage entre des groupes d'intérêt, des groupes de pression et ces groupes de pression ont entre eux des rapports de force qui déterminent la position de l'Etat.

On a vu, pour l'AMI, qu'une mobilisation transversale, trans-courant, trans-société civile, trans-politique, trans-syndicale, ça marche !

Cela montre bien qu'il faut qu'il y ait une articulation entre les régulations publiques, les régulations privées, les régulations citoyennes.

Mais pour qu'on arrive à ce que les régulations privées ou publiques ne disparaissent pas ou ne deviennent pas anarchiques, il faut que, du côté citoyen, la mobilisation soit large.

Philippe Frémeaux

Gustave va, en quinze minutes, faire le lien entre les questions liées au commerce équitable et la nécessité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de civiliser la mondialisation.

Gustave Massiah

Le titre, c'est : "Le commerce du troisième millénaire sera-t-il équitable ?" Au début du III^e millénaire, c'est peu probable, mais si on a un millénaire devant soi, peut-être a-t-on des chances d'arriver à quelque chose.

Si j'ai bien compris, le débat, puisque cinquante associations se sont jointes aujourd'hui à Artisans du monde qui se bat depuis tellement longtemps là-dessus et qui, finalement, débouche de façon intéressante, c'est de définir des thèmes de travail pour que nous puissions développer, approfondir et élargir la mobilisation sur le commerce équitable.

Je vais donc vous proposer six idées sur lesquelles nous pourrions travailler ensuite puisque j'imagine que tous ceux qui sont là ne sont pas contre le commerce équitable. La question c'est de savoir comment on peut aller plus loin plutôt que de vérifier si c'est bien important.

Première idée : l'intérêt du commerce équitable, c'est que ce n'est pas une recette qui est proposée mais une démarche qui part d'une prise de conscience pas du tout évidente, à savoir qu'on n'est pas obligé d'accepter un commerce qui n'est pas équitable.

Ce n'est pas évident, car maintenant encore, si on demandait aux gens : "est-ce que vous pensez qu'il peut y avoir un commerce équitable ?", la plupart d'entre eux vous répondraient que ça paraît antinomique. A priori, dans un commerce, il y en a qui gagnent et il y en a qui perdent.

L'idée qu'un commerce peut être équitable est une idée nouvelle et, d'ailleurs, pour pouvoir lutter contre un commerce inéquitable, il faut penser qu'un commerce équitable est possible. En effet, on ne commence à se mobiliser, à lutter contre l'injustice que si l'on pense qu'un monde plus juste est possible. Sinon, on accepte.

Aujourd'hui, on commence à penser qu'un commerce équitable est possible.

Deuxième idée : cette prise de conscience qu'un commerce équitable est possible est issue d'une pratique de solidarité, et, ça, je pense que c'est très important. Elle est issue d'une pratique de solidarité et, pour la plupart d'entre nous ici, d'un travail de partenariat, c'est-à-dire d'un travail avec des associations de producteurs, y compris au niveau du développement rural.

Et là, au bout de plusieurs années, il a fallu du temps, on s'est rendu compte que pour permettre à des producteurs d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie, il fallait s'intéresser aux problèmes des prix et des débouchés. Mais pour ça, il a d'abord fallu, malheureusement peut-être, expérimenter l'échec de l'économie administrée.

Je pense que c'est important de bien se rendre compte que la lutte contre le commerce inéquitable doit tenir compte du fait qu'il y a une expérience historique et qu'il faut savoir en tirer les leçons.

Je peux vous donner un exemple que j'ai vécu moi-même, il y a une vingtaine d'années, au Congo. J'avais travaillé sur le Plan et, à un moment donné, nous avons une discussion à la commission du Plan sur le thème "Faut-il développer l'agriculture ou faut-il augmenter le revenu des paysans ?"

C'est un vieux débat historique et je me rappelle qu'il y avait à ce moment-là un Office du manioc. Cet Office du manioc achetait le manioc à 25 F aux paysans et le revendait à 55 F ou 60 F en ville et il était déficitaire. Il faisait vivre vingt-cinq personnes et il y avait beaucoup de rentes qui partaient on ne savait pas où. Et quand un membre de la commission du Plan a proposé de supprimer l'Office du manioc pour laisser les paysans aller vendre en ville leurs produits, les responsables de l'agriculture (ils avaient été formés à Moscou) ont dit que ce n'était pas acceptable. Alors il y a eu une longue discussion et, à un moment donné, ils m'ont dit: "Mais pour toi, qu'est ce que c'est que ce plan agricole ?" J'ai dit: "C'est le développement du revenu des paysans" et le secrétaire général du ministère de l'Agriculture a répondu: "Mais, si on élève le revenu des paysans, on aura des koulaks" (paysans enrichis).

Voilà une prise de conscience que le problème de marché est un problème important. Accepter le mécanisme de marché sans tomber dans le marché capitaliste, est-ce que c'est possible? Ça, c'est une vraie question sur laquelle il y a eu des avancées, y compris au niveau théorique.

On s'est rendu compte que, au niveau du développement rural, le problème du marché se posait pour les produits et, d'ailleurs, cela a posé une vraie question qui a suscité un débat assez important sur lequel, en France, nous réfléchissons assez peu (car ce débat est issu de la culture anglo-saxonne et nous l'avons toujours pris pour un débat piégé, peut-être à tort).

Ce débat, le grand slogan anglo-saxon, c'était "*Trade, not Aid!*" Du commerce, pas de l'aide! Alors nous, nous disons "Attention, ça, c'est du marché et c'est très mauvais, le marché". Mais, vous savez, l'aide, ce n'est pas génial, non plus!

Donc, manifestement, là, il y a un système de contradiction auquel nous devons réfléchir.

Je me rappelle avoir participé, il y a maintenant une dizaine d'années, à Prague, à la

création de l'Assemblée européenne des citoyens à laquelle prenait part l'ensemble de ce qui avait été le mouvement démocratique des pays de l'Est et où se succédait à la tribune toute la gauche de l'Ouest européen qui disait "Attention! Attention au marché! Avec le marché, vous allez avoir le capitalisme et avec le capitalisme, vous avez les inégalités!" Et nos camarades des pays de l'Est sont montés à la tribune en disant: "Arrêtez de nous donner des leçons, nous voulons le marché et même s'il faut des inégalités pour avoir le marché, nous voulons des inégalités."

C'était assez dur à entendre mais je pense que ce n'est pas négligeable de se rendre compte que le problème du commerce, c'est un problème qui est tout à fait au centre de l'ensemble du débat sur la politique économique

Mais, avant de revenir là-dessus, je voudrais vous faire une troisième idée.

Finalement, la question qui se pose au niveau du commerce équitable ce n'est pas "est-ce que c'est intéressant de faire du commerce équitable aujourd'hui?" - et surtout quand on travaille avec des producteurs et, à plus forte raison, quand ces producteurs travaillent au niveau du développement rural mais c'est: "Comment est-ce que l'on peut intervenir, au niveau du commerce équitable, à une grande échelle?"

Et là, évidemment, ça pose des problèmes beaucoup plus compliqués parce qu'on arrive toujours à trouver des petites mailles du filet à travers lesquelles on peut passer. On peut arriver à permettre à une coopérative de producteurs d'améliorer ses conditions de vie, on peut permettre même à une région de s'en sortir un peu mieux. Mais il arrive un moment où l'on rencontre des problèmes qui se situent à une autre échelle. A partir de là, un des développements importants qui à déjà été rappelé - sur lequel notamment l'association Max-Havelaar travaille - c'est que, si le commerce équitable doit se développer, il faut se soucier du problème de la distribution et du problème des marchés là où ils sont, c'est-à-dire des marchés de consommation, donc des marchés du Nord.

Et là, le commerce équitable rejoint d'une certaine façon le mouvement des consommateurs, et le mouvement des consommateurs, ce n'est pas non plus quelque chose de simple.

Parce que pour arriver à comprendre que les droits des consommateurs ne sont pas antagoniques avec les droits des producteurs et les droits des travailleurs, il faut que le mouvement des consommateurs parvienne à une certaine maturité. Le consommateur individuel est le fondement du capitalisme et du libéralisme car pour le consommateur individuel, son intérêt est très

simple, c'est d'acheter le moins cher possible, et pour le reste, il s'en fout.

En revanche, le mouvement des consommateurs construit en tant que mouvement collectif peut comprendre peut-être - avec difficulté, mais enfin, ça peut arriver - que l'intérêt collectif des consommateurs n'est pas exactement le même que l'intérêt individuel de chaque consommateur.

Et c'est là justement que se fait la rupture avec l'idéologie fondamentale du libéralisme sur lequel est fondé le modèle de l'économie capitaliste. Il est important de situer le débat sur le commerce équitable comme se voulant en rupture avec une certaine conception de ce qu'est l'économie, particulièrement l'économie politique.

C'est la quatrième idée que je voulais vous proposer. Si nous voulons réfléchir au commerce équitable et à son développement, nous sommes obligés de nous intéresser au fondement des politiques économiques. Là, nous voyons bien que les politiques économiques sont actuellement basées sur un commerce fondamentalement inéquitable.

Je vais prendre un exemple que beaucoup d'entre vous connaissent, celui des plans d'ajustement structurel.

Plans d'ajustement structurel dont la logique s'impose aussi bien au Sud qu'au Nord puisque si l'on prend des plans de redressement qu'on a connus en France par exemple, ils ressemblent beaucoup aux plans d'ajustement structurel.

Qu'est-ce que l'idée d'un plan d'ajustement structurel ? C'est qu'il faut ajuster une économie, une société, au marché mondial. Voilà le fondement des plans d'ajustement structurel.

Pourquoi ces plans d'ajustement structurel s'imposent-ils ? Parce que, évidemment, il y a des déséquilibres au niveau des échanges commerciaux, au niveau de la balance des paiements, au niveau budgétaire qui entraînent assez largement les déséquilibres au niveau des échanges extérieurs et de la balance des paiements.

Donc l'idée qui paraît de bon sens, c'est qu'on ne peut pas vivre tout le temps en déséquilibre et qu'il faut donc rétablir les équilibres pour permettre aux différents pays de pouvoir s'ajuster au marché mondial.

Qu'est-ce-qu'on leur propose pour s'ajuster au marché mondial ?

On leur propose, premièrement, de donner la priorité aux exportations.

Et donc, tous les plans d'ajustement structurel sont des plans d'extraversion qui sous-estiment complètement le rôle du marché intérieur.

Ils prennent donc le contre-pied de l'ensemble des politiques économiques qui se sont développées dans l'après-guerre, notamment en Europe, et qui ont permis le développement des pays d'Europe et des Etats-Unis, donc le développement du Nord.

Le développement de l'exportation, c'est une folie. Fonder le commerce mondial, fonder l'avenir mondial sur le développement de l'exportation, c'est une folie !

Je vais vous donner un exemple. Je me rappelle avoir discuté avec des dirigeants chinois et l'un d'eux me disait avec beaucoup d'humour : "Oh, vous savez, tout ce qu'on demande, c'est d'être le cinquième dragon..."

Etre le cinquième dragon, ça veut dire "nous voulons notre place au niveau de l'exportation dans le cadre du marché mondial".

Penser que le marché mondial, que l'économie mondiale peut être une économie construite sur le fait que tous les pays exportent, c'est impossible !

Sous-estimer le fait que le développement du marché intérieur chinois, par exemple, est une des réponses, au niveau du développement général, dans un monde qui est un peu moins fou, ça, c'est quelque chose qui disparaît complètement avec cette idée qu'il faut s'ajuster au marché mondial, et qu'il faut le faire à partir de l'exportation.

Mais c'est encore plus grave. Pourquoi ? Parce que le système d'exportation, tel qu'il fonctionne au niveau du marché mondial, fonctionne sur des prix mondiaux qui sont des prix d'équilibre au niveau des transactions marginales, lesquels sont des prix d'équilibre au niveau des marchés les plus spéculatifs.

On peut prendre pour exemple aussi bien les marchés des produits alimentaires que les marchés pétroliers ou le marché des autres matières premières. Les prix mondiaux sont fixés sur ce qu'on appelle le marché spot, c'est-à-dire là où l'on vient chercher les 5% ou 10% qui vous manquent pour compléter votre équilibre. Et pour ça, on est prêt à payer très, très cher quand on en a besoin et on est prêt à les brader complètement quand on n'en a pas besoin. On en arrive donc à ce paradoxe extraordinaire que les experts américains et européens de la Banque mondiale viennent expliquer que, par exemple, dans tous les pays, il faut fixer un prix du riz qui est le prix du marché mondial et qui est 4, 5 fois parfois 10 fois inférieur au prix que les agriculteurs américains ou français reçoivent pour leurs produits.

Construire des économies à partir de là, c'est évidemment impossible.

Un élément à prendre en compte, c'est le problème de la dette, les conséquences des plans d'ajustement structurel et l'investissement international avec l'idée de la privatisation et de la concurrence.

Et la quatrième idée, c'est l'équilibre budgétaire et pour pouvoir construire un équilibre budgétaire, on va commencer à couper dans les dépenses d'éducation et de santé, c'est-à-dire dans l'ensemble des biens collectifs, non directement déterminés par le marché, qui permettent à une société de s'équilibrer.

Voilà ce que c'est qu'un plan d'ajustement structurel, vous voyez que, fondamentalement, il est fondé sur un commerce inéquitable tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Pour y répondre, et c'est la cinquième idée, il nous faut faire des propositions au niveau de la politique économique et c'est là que se situe le vrai débat fondamental, le vrai débat nécessaire. Pour que le commerce équitable puisse sortir des cercles qui le défendent, il faut se battre sur le plan idéologique par rapport à ce que sont les politiques économiques.

Donc il nous faut développer l'idée que le marché intérieur est important, que les économies doivent être fondées sur les droits économiques sociaux et culturels, qu'il faut lutter contre les inégalités et non pas avoir des politiques qui accroissent les inégalités, qu'il faut mobiliser les capacités humaines et l'épargne et ne pas jouer uniquement sur l'externalisation, qu'il faut construire de nouveaux équilibres.

C'est pour cela que nous commençons peu à peu à mettre en avant d'autres propositions.

Une de ces autres propositions, c'est justement le fait de pouvoir chercher des critères, non pas prendre le contre-pied de ce qu'est le commerce inéquitable.

Parce que le commerce équitable n'est pas le contraire du commerce inéquitable.

Il ne suffit pas, quand il y a une politique mauvaise que l'on critique, de faire juste l'inverse pour arriver à quelque chose de bien. C'est d'ailleurs là-dessus que s'est probablement construit l'échec de l'économie administrée parce qu'on a pensé que, comme le marché capitaliste conduisait à l'ensemble de ces contradictions, à l'ensemble de cet inacceptable, il suffisait de faire le contraire et donc de construire une économie qui ne tienne pas compte du marché.

Si nous voulons construire un commerce équitable, il doit partir d'une critique du commerce

inéquitable, que nous n'avons pas encore faite complètement, mais il ne peut pas être complètement l'inverse.

En revanche, ce que nous pouvons faire, c'est avancer les critères de ce qui nous permet de dire "ce commerce là est plus équitable !"

Et quels sont ces critères ? Ils consistent à dire, à mon avis, que l'efficacité économique ne se réduit pas à la réduction des déficits budgétaires, que à côté de la réduction des déficits économiques et financiers, nous pensons qu'une politique économique doit s'attaquer à d'autres déficits.

- Elle doit s'attaquer aux déficits écologiques, car c'est l'inégalité entre les générations actuelles et les générations futures.

- Elle doit s'attaquer aux déficits sociaux parce que c'est l'inégalité entre les conditions de vie, les conditions sociales et les conditions de travail.

- Elle doit s'attaquer aux déficits démocratiques.

- Et elle doit s'attaquer aux déficits géopolitiques et notamment, aux inégalités entre le Nord et le Sud.

Avec ces quatre critères, on arrive finalement à définir ce que nous appelons le développement durable.

C'est-à-dire que le développement durable, c'est un développement qui est respectueux des équilibres écologiques des générations futures, de l'égalité sociale, de la démocratie et de l'égalité entre les pays dans le monde

C'est très important parce que, actuellement dans les mouvements sociaux et dans les débats internationaux, ce n'est pas seulement au niveau de la conditionalité et des clauses sociales que le problème se pose, c'est aussi au niveau de la définition des critères. Par exemple, est-ce que pour les critères de Maastricht, nous pensons que le problème c'est seulement d'avoir des déficits qui soient de 3% du PIB ou est-ce qu'il ne faudrait pas aussi avoir des critères qui soient, la réduction du déficit en logements et la réduction du déficit au niveau du chômage.

Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que nous pouvons commencer à mettre en avant ce qui nous permet d'évaluer comment avancer vers une situation meilleure et vers un commerce plus équitable.

Et enfin, la sixième idée que je voulais vous émettre, c'est qu'il faut s'attaquer au problème du cadre mondial parce que justement le cadre mondial s'oppose aujourd'hui au commerce

équitable et au développement, au changement d'échelle au niveau du commerce équitable.

Et pour s'attaquer au cadre mondial, en trois ou quatre ans il y a quand même quelque chose qui a changé, il y a des formes de mobilisation par rapport au caractère actuel de la mondialisation qui permettent de réfléchir différemment à cette mondialisation.

Et ces formes de mobilisation nous permettent de mieux réfléchir à notre alternative. Le problème, c'est d'ajuster le marché, et notamment le marché mondial, aux besoins des sociétés, aux droits économiques et sociaux.

Pour terminer, je vais vous citer les quatre mobilisations qui, aujourd'hui, se développent et qui commencent à constituer un programme des conditions permettant le développement du commerce équitable :

1 - L'annulation de la dette avec les campagnes autour de cette annulation.

2 - Le refus des formes que prend le round du millénaire au niveau de l'organisation mondiale du commerce et notamment des discussions sur les investissements au niveau de l'Organisation mondiale du commerce.

3 - La démocratisation des institutions financières internationales.

4 - Au niveau des marchés financiers, l'interdiction des paradis fiscaux et la mise en place d'une taxe sur les transactions financières.

Je vous ai cité les quatre campagnes qui aujourd'hui se développent, ce qui montre que les citoyens se préoccupent de la mondialisation, et, même si il y a encore beaucoup à faire pour trouver des propositions qui soient vraiment porteuses d'une nouvelle politique économique et d'un nouveau cadre mondial, en tout cas, on sait déjà contre quoi on peut se battre et je pense que c'est ce que nous allons faire maintenant.

Philippe Frémeaux

Après ces interventions qui ont situé le cadre de réflexion de notre action en faveur du commerce équitable, nous allons avoir différentes interventions issues de la salle qui vont présenter certaines expériences. Donc je donne la parole à Michel Bessons qui est le directeur d'Andines et qui va nous présenter son activité

Michel Besson

Merci à l'équipe d'Artisans du monde, Paris 9^e, et Paris tout court pour avoir organisé un tel débat.

Je pense que le commerce équitable a toujours existé si l'on regarde bien l'Histoire et de différentes manières et, bien sûr, il existe encore aujourd'hui de différentes manières aussi. Donc, aujourd'hui, comme il y a des agriculteurs qui essaient de pratiquer une agriculture différente, il y a des commerçants qui essaient de commercer différemment.

Ils fonctionnent soit en associations, soit en entreprises. Personnellement, je dirige une entreprise qui vit de son travail comme tous nos partenaires, en amont ou en aval de notre activité, sans aucune aide extérieure, que ce soit locale ou gouvernementale ou autre (d'ailleurs nos partenaires ne touchent aucune aide non plus). On sait où est l'aide, on l'a dit tout à l'heure.

C'est une entreprise que nous avons créée en 1987 et qui s'appelle Andines. Andines, c'est sept salariés, donc une toute petite entreprise (3.000.000 F HT de vente), spécialisée dans l'importation d'artisanat d'Amérique du Sud et d'Afrique. Ce sont des paysans et des artisans colombiens qui ont eu cette idée. Il se trouvait que j'étais là-bas. Ça m'a intéressé de prendre le relais en Europe car ils étaient déjà organisés en commerce équitable sur le plan local et national.

C'est l'idée de fond d'Andines de faire du commerce en essayant de se respecter mutuellement entre partenaires, qu'ils soient producteurs, diffuseurs ou importateurs (avec le moins d'intermédiaires possible évidemment) ou encore clients ou clientes. A ce propos, je voulais dire une petite chose, c'est que je remarque qu'il n'y a pas de femmes sur le podium.

J'en viens maintenant à notre manière de travailler. On travaille avec un certain nombre de critères. Ce ne sont pas des principes moraux mais des repères qui peuvent changer et qui sont l'objet d'un débat permanent de notre part et de la part de nos partenaires, les producteurs.

Notre premier critère, c'est la transparence totale : transparence économique, financière. N'importe quel client peut savoir d'où viennent les produits et peut aller visiter les producteurs (c'est arrivé plusieurs fois). Des producteurs peuvent venir ici voir les clients. Enfin nous sommes complètement transparents. Sans transparence, on n'a pas de label parce que obtenir un label sur l'artisanat, c'est très compliqué alors on dit "si vous voulez, vous pouvez y aller".

Notre deuxième critère, c'est le prix équitable. Pour nous, c'est important, et pour les artisans aussi, car nous privilégions le principe de justice économique plutôt que celui de charité. Là, on n'a rien inventé non plus. Les dames patronnesses, ça a toujours existé. Nous voulons en sortir et on y a été poussé très fortement par les

producteurs qui en ont marre d'être assistés, c'est à dire de toucher quelques miettes du gâteau qu'on est en train de manger ici. Ils préfèrent être payés pour leur travail, qu'ils soient agriculteurs, artisans ou petits industriels plutôt que d'être considérés comme des pauvres qu'il faut aider.

Si je dis ça ici, c'est parce que, en France, cet état d'esprit est encore largement répandu.

Il y a d'autres critères qu'on essaie d'appliquer. Quand on s'engage à travailler avec des partenaires, que ce soit des producteurs ou des clients d'ailleurs, on s'engage à travailler sur la durée. Quand on travaille avec un atelier, on continue et c'est un contrat mutuel car, pour nous aussi, il est indispensable que les ateliers avec lesquels nous travaillons continuent à produire pour nous. Pour diffuser des produits, il faut faire des catalogues qui coûtent très cher, et on n'est pas du tout aidés, donc il faut qu'il y ait une durabilité pour pouvoir rentabiliser ces outils de travail.

Durabilité et régularité. Il est très important, entre partenaires, de savoir qu'une fois par an ou quinze fois par an, on va travailler un petit peu ensemble (tout ça c'est tout petit, ne vous faites pas d'illusions)

Autre critère. On essaie, dans la mesure du possible, de faire du préfinancement dans nos commandes. Quand on peut, on essaie de trouver de l'argent ici (on en trouve de moins en moins) pour préfinancer les produits.

Autre critère auquel on fait très attention, c'est de maintenir ou de créer des emplois. On a créé sept emplois ici en France mais c'est très important de maintenir les emplois là-bas aussi et les artisans sont très fiers que leur propre travail ait permis de créer, en France, des emplois chez Andines mais aussi en amont et en aval de notre activité.

Pour nous, tout cela doit être doublé d'une information permanente qui va du producteur jusqu'aux clients, aux amis, parce qu'on est quand même assez nombreux. Il y a sept salariés, mais aussi vingt-quatre associés, soixante financeurs et quatre-vingts cautionneurs de prêts. Plus, tous les clients particuliers et notamment les groupes d'Artisans du monde qui viennent aussi chez Andines s'achalander comme ils vont à Solidar'Monde ou à d'autres centrales d'importation qui pratiquent le commerce équitable.

Dernière chose, on essaie de trouver des partenaires qui aient une structure collective, c'est-à-dire qui aient une structure économique soit coopérative, soit associative. Des partenaires qui respectent les droits de l'homme et des structures où les bénéficiaires profitent à toute la communauté et non pas à une seule personne !

Et puis il y a, bien sûr la non-exploitation du travail des enfants et le respect de l'environnement dans la mesure du possible. Enfin, on a quarante critères en tout.

La dernière chose que je voudrais dire c'est que pour nous le commerce, ce n'est pas seulement du commerce. Mes parents étaient agriculteurs. Je pense qu'ils n'étaient pas seulement agriculteurs. Nous, en faisant notre métier, on est aussi vecteur d'échanges permanents sur d'autres plans. Sur le plan culturel, on a énormément à apprendre des gens avec lesquels on travaille. On sait qu'ici on est dans une société qui lutte, qui exploite, on sait qu'on est dans une société mondiale où il y a de plus en plus de gens qui souffrent, qui ont faim etc.. Notre propre développement n'est pas du tout un exemple, il faut chercher d'autres idées. Nous on en discute tous ensemble, en travaillant. Il s'agit d'échanges au niveau social et au niveau politique.

Notre manière de faire en tant qu'entreprise, c'est un défi et je ne vous cache pas que, tous les ans, on se demande si l'on va continuer. Parce que nous sommes dans une économie de profit et que si l'on augmente le prix d'achat pour qu'il soit correct pour le producteur, on est quand même obligé de vendre le produit à un prix concurrentiel sur le marché ici. Les Européens ne sont pas encore prêts à acheter les produits un petit peu plus cher. Alors on vit sur une marge qui est très courte, qui est à peu près la moitié de la marge habituelle des entreprises concurrentes (il y en a une cinquantaine qui vendent la même chose que nous mais pas de manière équitable).

Donc, c'est un défi. Pour le relever, il faut être passionné, il faut être militant, il faut être dans des réseaux de solidarité et je pense que les différents mouvements du commerce équitable en France ne pourront se développer que si, assez rapidement, on trouve des débouchés, que si on arrive à vendre plus. Il faut trouver de nouvelles techniques, de nouveaux canaux.

Et c'est pour ça qu'on s'est regroupés au sein d'une plate-forme pour le commerce équitable, en France où il y a la fédération Artisans du monde, Solidar'Monde, leur centrale d'achat; il y a Max-Havelaar, qui a lancé sa fameuse campagne pour le café, il y a artisanat SEL, Artisans du soleil et d'autres...

Donc, on se regroupe et on espère que grâce à ce regroupement au sein du mouvement associatif, on va pouvoir continuer à lancer des campagnes, du lobbying et surtout de la réflexion de fond. Je suis tout à fait d'accord avec le dernier intervenant, il faut qu'on réfléchisse en permanence pour trouver des idées et pas seulement à notre petit

niveau d'entreprise...à un niveau beaucoup plus large ... au niveau politique.

Baya Benyahia

Bonjour et merci d'accueillir ici une femme du Sud.

Je suis algérienne et je voulais expliquer pourquoi l'association dans laquelle nous nous sommes regroupées en tant que femmes, - pas seulement algériennes, d'ailleurs, mais femmes d'horizons divers - est orientée, plutôt que vers une activité politique classique, vers les femmes d'Algérie et cette activité que nous voulions d'emblée économique. Essentiellement, parce que nous voulions que des processus de solidarité se créent déjà dans la société algérienne.

L'Algérie, comme beaucoup d'entre vous le savent, est un pays qui a eu longtemps une économie centralisée, une économie entièrement étatique; et dans les années 1985-1986 avec le FMI et la Banque mondiale, l'ajustement structurel a été appliqué. Il a été retardé autant que faire se peut mais, aujourd'hui, cette économie s'oriente vers une économie de marché. Il fallait donc que nous créions quelques possibilités de résistance de la société à ce processus de privatisation qui se fait très vite, très mal, et aux dépens de très nombreuses activités. C'est donc pourquoi je ne peux pas parler de commerce équitable comme en ont parlé tout ceux qui m'ont précédée.

Je peux parler de la construction de structures solidaires, tout en menant une activité économique et commerciale à l'intérieur d'un pays qui est en train de s'orienter vers l'économie de marché.

Deux facteurs nous ont guidées. Tout d'abord, le travail informel des femmes qui en fait des victimes alors que, traditionnellement déjà, ce sont des victimes, car sur le plan économique, elles sont inexistantes : 3% de femmes au travail officiellement en Algérie, c'est vraiment très peu. Il y a quelques années, on en comptait à peu près 8%.

Sur quoi nous basons-nous pour évaluer notre travail à l'intérieur de cette association par rapport à ce que développent les femmes productrices en Algérie ?

D'une part, sur la viabilité économique, et cette viabilité économique est analysée essentiellement à l'aune de l'amélioration des conditions de vie de ces femmes, qui sont environ six cent cinquante réparties sur l'ensemble du territoire et sur sept sites et regroupées en un réseau national, un réseau coordonné avec un conseil juridique.

Cela permet des échanges sur le marché, sur les conditions du marché et, aussi, sur les produits qu'il est possible d'échanger ou de vendre et d'acheter dans les différentes régions.

Mais la réussite de ce réseau est également analysée à l'aune de l'efficacité sociale, civique, et environnementale, tant il est vrai que notre rôle au départ n'était pas tellement de permettre à ces femmes de commercialiser mais essentiellement de construire leur propre identité civique. Quand on n'est pas imposable, on n'est plus, aujourd'hui, citoyen.

Alors le commerce équitable sera-t-il demain un commerce mondial ?

Je pense, contrairement à ce que certains ont dit autour de cette table, que c'est possible. C'est possible aujourd'hui parce que la misère et l'exclusion ne sont plus seulement dans le tiers-monde, ne sont plus seulement dans le Sud. Aujourd'hui, ici aussi, et dans tous les pays du G8, des gens vivent l'exclusion, vivent la misère, vivent le chômage, vivent également la difficulté quotidienne de trouver à manger et à se loger .

Je pense que à partir de là, effectivement, nous pouvons peut-être penser que, demain, nous pourrions construire ces solidarités citoyennes sans lesquelles nous ne pourrions pas construire, non seulement le commerce équitable, mais l'économie solidaire. Tant il est vrai que le commerce équitable n'est qu'une infime partie, importante il est vrai, puisque l'économie est une économie de marché, mais qu'une infime partie de ce qu'est l'économie solidaire.

Le principe du commerce équitable est une notion un peu piégée. Piégée, pourquoi ? Pour moi, femme du Sud, parce qu'il s'agit du commerce de quoi ? pour qui ? pour quel intérêt ? pour quels intérêts ?

Il est extrêmement facile, quand on est dans une position telle que celle des pays riches aujourd'hui, de reproduire le système colonial c'est-à-dire les monocultures : le café ! de reproduire des comportements que nous avons connus, sans les soucis de gestion du système colonial.

C'est là que se trouve le piège, en tout cas, nous, c'est là que nous le voyons !

Et c'est là aussi qu'il faut que nos solidarités entre citoyens soient plus fortes que cette tendance à dire, par exemple quand on parle des prix de production et du respect des prix de production, qu'on fait du commerce équitable, si on ne tient pas compte des conditions de vie locales, du coût de la vie locale, des conditions de la production. Il n'est pas suffisant de payer 47 roupies par jour, au Népal, un artisan, alors qu'il est

normalement payé par le système népalais 40 roupies par jour.

Pourquoi, aujourd'hui, des multinationales délocalisent dans ces pays-là ? C'est bien parce que la main-d'œuvre est moins chère, dans la mesure où les gens n'ont pas de travail ou plus de travail. Ils peuvent la payer moins cher que dans les pays d'où ils viennent, où il y a quand même des règles et des lois du travail.

Et je crois que là se pose le problème que nous avons à régler, non seulement dans l'économie solidaire, mais dans le commerce équitable.

Reprendre les systèmes de micro-production, de micro-entreprise. Comment est ce qu'on peut parler de codéveloppement et de développement du Sud, si on doit opposer ces micro-entreprises aux multinationales, c'est David et Goliath ! Mais peut-être que David a quand même une chance ... peut-être !

Aujourd'hui, j'entends que les Etats-Unis s'élèvent contre la décision européenne de ne plus acheter de viande d'animaux nourris aux hormones. Ce problème doit être revu par les Européens. Ils ont à revoir leur copie parce que l'OMC (Organisation mondiale du commerce), n'est pas d'accord.

Il faut absolument que les pays européens achètent de la viande nourrie aux hormones bien que des commissions aient déclaré que cette viande était dangereuse et susceptible de provoquer un certain nombre de maladies dont des cancers ! La situation est telle que l'OMC est la seule à pouvoir décider et juger de ce qui est bon pour l'économie de marché et de ce qui ne l'est pas. Le devenir des populations est devenu secondaire.

Alors, est-ce que nous pouvons résister par le bas ? Je pense que oui parce que nous sommes tous dépendants de ce système et que nous ne nous en tirons pas les uns sans les autres. Je pense qu'on peut se développer en créant des solidarités réelles et des solidarités citoyennes.

Mais il faut que le commerce équitable constitue un véritable partenariat et non pas une relation d'intérêt des pays du G8 avec les pays du Sud. Même si ce sont des ONG, même si ce sont des entreprises du commerce équitable, elles ont à entendre les citoyens du Sud et aller jusqu'à leur rendre des comptes. Si le contrôle peut s'exercer dans un sens, il doit pouvoir s'exercer dans l'autre sens. Du Nord vers le Sud mais aussi du Sud vers le Nord.

Et qu'on ne nous dise pas : "Le prix de production est trop élevé parce que nous, il faut qu'on le multiplie par 3 pour pouvoir rentrer dans nos frais". Ce sont aussi des choses que nous

avons entendues. Le commerce "équitable" doit se fixer comme objectif la vie équitable pour tous.

Voilà, je ne vous dirai rien de plus, simplement je vous donne à réfléchir. J'entends simplement vous rappeler que notre association s'est créée en 1994, au cours de la crise en Algérie.

Nous avons pensé que, pour l'Algérie aujourd'hui, il fallait construire des citoyens et des citoyennes, il fallait construire des solidarités parce que le libéralisme va tout emporter, que le problème de l'Algérie n'est pas un problème religieux, c'est un problème d'économie de marché et de privatisation, aujourd'hui. Ceux qui disent "qui tue ?" doivent se poser la question : "qui a l'argent ? Comment circule l'argent ?"

Philippe Frémeaux

Victor Ferreira, est-ce que tu peux nous présenter rapidement les principes qui fondent l'action de Max-Havelaar et qui peut-être, d'un certain point de vue, contribueront à répondre à un certain nombre de questions de l'intervenante précédente.

Victor Ferreira

Bonjour à tous. Beaucoup de choses ont déjà été dites sur le commerce équitable. Pour être bref, je vais me concentrer sur trois questions qui nous sont régulièrement posées à Max-Havelaar et qui permettront de faire un tour d'horizon rapide sur les principes qui fondent la démarche et la situation actuelle de l'association en France.

Première question - Est-ce que Max-Havelaar est un "véritable" label ? Autrement dit, peut-on faire confiance à Max-Havelaar ? Quelles sont les garanties offertes ?

Deuxième question - Est-ce que c'est un label social ?

Troisième question - Il a été dit tout à l'heure que le commerce équitable cherche son second souffle. En est-il de même pour Max-Havelaar, Max-Havelaar chercherait-il un second souffle ?

1 - Est-ce que Max-Havelaar est un véritable label ?

Max-Havelaar, c'est avant tout un logo que l'on retrouve sur différents paquets de café. Ce n'est donc pas une marque.

Quant à l'association Max-Havelaar, elle gère le logo. C'est une structure indépendante des circuits commerciaux, elle n'achète pas et ne vend pas de café.

Son rôle : mettre en relation des petits producteurs, ou des travailleurs du Sud, avec des importateurs, distributeurs et au final, à l'autre bout de la chaîne, des consommateurs.

Il se trouve que en France, 88% du café vendu au détail, sont vendus dans des moyennes et grandes surfaces.

La démarche de Max-Havelaar consiste à ce que les cafés équitables soient présents là où les Français font leurs courses, c'est à dire dans les grandes et moyennes surfaces. Le logo apposé sur les paquets de café permet au consommateur de distinguer un café du commerce équitable d'un café traditionnel. Ce logo garantit que le café est équitable, c'est-à-dire qu'il répond aux critères de commerce équitable définis par Max-Havelaar au plan international. Dans ce sens, le logo est un label.

Quelles garanties exactes apporte le label ? Quel est le rôle de l'association Max-Havelaar ?

L'association Max-Havelaar a trois rôles principaux :

- le premier, c'est de rechercher, dans les pays du Sud, les travailleurs ou les producteurs les plus défavorisés;

- le deuxième est un rôle de certification. Il s'agit de déterminer un cahier des charges, c'est-à-dire les critères auxquels s'engagent les petits producteurs et les professionnels du café - les importateurs, les torréfacteurs et les distributeurs - agréer les acteurs, producteurs et professionnels de la filière; contrôler que les acteurs respectent bien leurs engagements.

Cette fonction de certification est principalement gérée au plan international. Une équipe d'une dizaine de personnes gère le "registre du café". C'est ce registre qui agréé les divers acteurs, les contrôle et au besoin, quand les critères ne sont pas respectés, retire leur agrément.

Les critères sont les suivants. Pour les producteurs, seuls sont acceptés les plus "petits", ceux qui ont une exploitation familiale dont la superficie ne dépasse pas un certain plafond et qui ne font pas appel d'une façon structurelle à une main-d'œuvre salariée. Ces producteurs doivent être regroupés en coopératives et fonctionner d'une façon démocratique.

Par exemple, les producteurs ont toute latitude quant à l'utilisation des fonds reçus grâce au système Max-Havelaar. Ce qui leur est demandé c'est que la décision d'utilisation des fonds soit prise d'une façon démocratique pour le bien collectif.

Quant aux importateurs et torréfacteurs, ils s'engagent à payer un prix minimal, quelques que soient les fluctuations de la Bourse à New York. Ils versent également une prime supplémentaire de développement local. Le prix minimal est destiné au producteur, la prime de développement est destinée à la coopérative. C'est elle qui décide de son utilisation. Elle pourra l'utiliser pour des investissements économiques ou sociaux tels qu'une caisse de crédit, des investissements de santé, d'éducation etc.;

- le troisième rôle de l'association est un rôle d'information : informer le public sur ce qu'est le commerce équitable et, plus spécifiquement, le label Max-Havelaar.

Voilà donc pour la première question. Oui, Max-Havelaar est un label ; il est géré par une association qui porte le même nom, association indépendante du système de commercialisation. Il existe des critères très stricts auxquels chaque acteur doit se conformer. L'association contrôle ces engagements et c'est de cette façon que au final le consommateur peut être sûr que le label lui garantit que le produit est "équitable".

2 - Est-ce que Max-Havelaar est un label social ?

Cette question revient régulièrement, et de plus en plus souvent, notamment grâce à la campagne de l'Ethique sur l'étiquette.

La réponse pourrait être une réponse de Normand : oui et non.

Il faut commencer par rappeler que le label Max-Havelaar n'est pas apposé uniquement sur les paquets de café. Max-Havelaar travaille avec des paysans : producteurs de café, de cacao, de miel... Mais nous travaillons également avec des travailleurs de plantations de thé, de bananes ou d'oranges.

Ces produits labellisés ne sont pas encore diffusés en France. Mais, au niveau européen, ce sont sept produits qui sont labellisés. C'est-à-dire, dont la filière, du producteur au consommateur, est contrôlée. Et il y a donc des bénéficiaires qui sont des petits producteurs et d'autres qui sont des salariés.

Bien entendu, les critères sont adaptés suivant les produits, suivant les bénéficiaires (paysan ou travailleur) mais nous restons toujours dans la démarche de développement, dans la démarche du commerce équitable.

Max-Havelaar peut donc être considéré comme un label social puisque c'est un label qui garantit une qualité sociale. Cela peut concerner les conditions de travail et de vie de salariés d'une

plantation ou les conditions de vie des producteurs indépendants.

Mais Max-Havelaar ne doit pas être confondu avec le label social tel qu'il est compris dans la démarche que promeut notamment le collectif de « l'Éthique sur l'étiquette », liée notamment aux expériences de codes de conduite de certaines entreprises multinationales.

Ce label social, qui pourrait être créé un jour, serait un label qui signifierait que les produits ont été fabriqués dans des conditions sociales correctes. C'est-à-dire que les principales normes de l'OIT (Organisation internationale du travail) sont respectées : liberté syndicale, pas d'esclavage, pas d'exploitation des enfants, pas de discrimination. Ce label est aujourd'hui à l'étude pour des produits manufacturés, notamment les chaussures et le textile.

Ce label social promeut un minimum social qui reconnaît les principes élémentaires du droit de l'homme au travail.

La démarche du commerce équitable et de Max-Havelaar va plus loin. Il s'agit de mettre en place des moyens pour le développement durable d'un groupe d'individus, salariés ou artisans-producteurs indépendants. Apporter une sécurité sur le moyen terme, permettre une meilleure organisation collective, et, au final, permettre une plus grande autonomie. Cela passe notamment par le paiement d'un prix minimal qui permette aux personnes et à leur famille de vivre décemment et par l'appui à des investissements collectifs sociaux et économiques.

3 - Max-Havelaar cherche-t-il un deuxième souffle ?

Max-Havelaar existe depuis dix ans. Le label est aujourd'hui implanté dans dix-sept pays. En s'introduisant dans les grandes surfaces, on peut dire qu'il s'agissait pour le commerce équitable de prendre un deuxième élan, un deuxième souffle. C'était il y a dix ans, aux Pays-Bas. Le défi était important : convaincre les acteurs de la filière traditionnelle du café (importateurs, torréfacteurs, distributeurs), souvent considérés comme les "ennemis", de jouer le jeu d'un commerce équitable. Il s'agissait également de convaincre les consommateurs autres que les militants qui avaient l'habitude de faire leurs achats dans les boutiques du monde.

En dix ans, le pari a été gagné. Aujourd'hui en Suisse, par exemple, 5% du café vendu au détail sont du café du commerce équitable. Les bananes labellisées Max-Havelaar représentent 13% du marché et jusqu'à 20 % dans certaines chaînes de supermarchés. Et 13% du

marché en commerce équitable, cela pose inévitablement des problèmes aux multinationales !

Mais, en France, le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est difficile à démarrer. Nous sommes encore à rechercher ce deuxième souffle.

Aujourd'hui, au mois de mai 1999, c'est le moment où les premières grandes surfaces françaises s'engagent nationalement. A partir de ce mois-ci, les consommateurs peuvent trouver facilement du café équitable dans quinze cents magasins et notamment dans l'ensemble des Auchan, Monoprix, Prisunic, Atac et, pour le mois prochain, dans les supermarchés Match.

Les négociations furent difficiles. Bien des distributeurs ne croient toujours pas à la démarche citoyenne des Français. Les Français seraient-ils différents des autres citoyens européens ? Nous ne le pensons pas.

Certaines enseignes ont accepté de jouer le jeu. Elles croient, elles aussi, que les consommateurs sont prêts à choisir des produits garantis équitables.

Cela étant, les grandes surfaces ne se caractérisent pas par leur conduite humaniste : pour que les produits continuent à être présents dans les rayons, il faut que les consommateurs les achètent. S'ils ne sont pas au rendez-vous, les cafés disparaîtront des rayons en moins de six mois. On dira alors que, décidément, les Français ne sont pas comme les autres ! Et que le commerce équitable, la consommation citoyenne, cela n'intéresse pas les Français.

Nous avons donc quelques mois pour réussir notre pari.

Philippe Frémeaux

Alain Stucker, du CRC (centre régional de la consommation) de Lille, devait être avec nous ce soir. Il s'excuse de ne pas pouvoir être là.

Mais il m'a fait parvenir un petit texte qui résume l'intervention qu'il devait faire et qui est intéressant, dans la mesure où il montre, à travers deux enquêtes de consommation qui ont été faites par le CRC de Lille, comment réagissent les consommateurs en France à la problématique du commerce équitable.

Il semble bien, à voir le résultat de ces enquêtes, qu'une partie des freins témoigne plus de l'insuffisance de l'offre et, donc, de l'insuffisance de notre travail à tous, que d'une vraie réticence des consommateurs. Il semble en effet que l'immense majorité des consommateurs sont effectivement réticents à acheter des produits qui ont été faits

dans des conditions qui sont, dirons-nous, "désagréables".

Cela dit, effectivement, cela ne paraît pas une surprise.

Si les étiquettes portaient la mention "Fabriqué uniquement par des enfants et par du travail forcé", cela ne serait pas un bon argument commercial !

Donc, l'idée que les gens veulent que les produits soient propres me paraît une évidence.

Mais, en revanche, ils sont 65% à 80% à accepter de payer, éventuellement, légèrement plus cher un produit pour avoir la garantie que ce produit est conforme aux normes éthiques que nous avons définies ensemble.

Et pour résumer ce qui ressortait d'un sondage qui avait été fait par cette association en 1997, il semblait que les consommateurs étaient prêts à payer jusqu'à 15% plus cher des produits fabriqués dans des conditions qu'on peut considérer comme étant acceptables.

Cette acceptabilité ne rend cependant pas nécessaire que les produits équitables soient vendus beaucoup plus cher. Prenons l'exemple classique de la chaussure de sport vendue 350 F dans laquelle le salaire versé à celui qui l'a assemblée représente 1,8% du prix final, soit environ 6 F !

On voit bien que, dans ces conditions, une augmentation sensible des conditions de rémunération des producteurs n'est pas de nature à bouleverser le prix final si vous n'avez pas de cascade de marges qui s'exerce dessus.

Il s'agit donc, en fait, de modifier légèrement la structure des prix relatifs et des rapports de force entre les différents acteurs qui constituent l'ensemble de la chaîne de valeur ajoutée et qui définissent le prix du produit jusqu'au consommateur final.

L'autre élément, c'est qu'il paraît relativement illégitime, dans un pays où beaucoup de gens ont du mal à boucler leur budget, que le produit de commerce équitable soit uniquement une forme de "plus" qui serait offert aux couches sociales les plus favorisées qui peuvent se permettre, de bouffer du bon produit qui sera propre sur le plan environnemental ou sur le plan social; en acceptant, dans les deux cas, de payer un peu plus cher. Et ce sera encore un peu plus cher si le produit est, à la fois, propre sur le plan social et propre sur le plan environnemental.

Ce que l'on constate, paradoxalement, c'est qu'une grande partie des familles qui ont été interrogées, dans une autre enquête par le CRC, et même des familles à faible revenu, peuvent être prêtes à accepter de modifier légèrement leur

structure de consommation, à accepter de payer les produits légèrement plus cher. Mais, en revanche, ce qu'elles demandent, c'est d'avoir une information de qualité, c'est d'avoir un contrôle réel sur la validité des labels, sur le fait qu'on ne leur raconte pas n'importe quoi, qu'il y a un contrôle effectif et qu'on voit le bût de son action, c'est-à-dire que la relation directe qui s'établit entre le producteur et le consommateur puisse apparaître.

Bon, voilà les quelques points que voulait développer Alain qui s'excuse de ne pas être avec nous ce soir. Et je cède la parole à Anne Olivier qui a été longtemps présidente de la fédération Artisans du Monde et qui va nous présenter les campagnes qui sont en cours aujourd'hui.

Anne Olivier

Bonsoir. J'ai fait le choix ce soir de vous parler de deux collectifs pour reprendre de façon globale ce que l'on peut faire au niveau du commerce équitable.

Le premier collectif, c'est " De l'éthique sur l'étiquette".

De quelle idée est partie ce collectif ?

C'est parti simplement d'un constat. Quand, vous et moi, nous allons à Auchan, à Carrefour ou à Continent, et que l'on veut acheter une paire de chaussures de sport ou un T-shirt qui soit produit dans des conditions acceptables, il n'y a aucun élément sur l'étiquette qui permette de le savoir.

C'est-à-dire que l'on achète une chemise à 45 F, ou que l'on achète une chemise de marque à 250 F ou à 500 F, rien ne prouve - il n'y a rien sur l'étiquette -, rien ne prouve aujourd'hui qu'elle soit produite sans exploitation des enfants, sans travail forcé et sans violation de la liberté syndicale.

De plus, l'industrie textile, puisque nous sommes partis sur l'industrie textile au départ, est l'une des industries que l'on trouve aussi dans les pays du Sud, et c'est une industrie où il y a énormément de violations des droits de l'homme. Et c'est une industrie qui, ici aussi, devient de plus en plus précaire sur le plan des droits de l'homme au travail.

Alors, nous avons voulu que soit levée cette opacité sur la façon dont sont produits les vêtements que nous achetons.

Donc le collectif "De l'éthique sur l'étiquette" s'est constitué, comme un véritable réseau citoyen qui est composé d'ONG, mais aussi de syndicats et d'organisations de consommateurs. C'est pratiquement une première en France, enfin, pas tout à fait... mais en tout cas, un réseau de

cinquante organisations aussi différentes, c'est intéressant parce que ça commence à compter.

Il est intéressant aussi de savoir que ce collectif "De l'éthique sur l'étiquette" est lié à une campagne européenne. C'est-à-dire que dans d'autres pays européens il y a des structures analogues qui travaillent sur les mêmes thèmes que nous - ça s'appelle la "Clean Clothes Campaign" en général, la CCC et on la retrouve dans de nombreux pays européens.

Ce qui est important aussi, c'est de savoir que ce collectif n'a pas choisi de décider tout seul mais d'être en lien avec des syndicats du Sud et des travailleurs du Sud de façon à ce que nous, le Nord, nous ne décidions pas, une fois de plus, de ce qui est bien pour le Sud, mais que l'on puisse décider, en toute concertation, et que l'on puisse mesurer les effets de ce que l'on peut demander.

C'est exactement la distinction qu'on peut faire entre travail des enfants et exploitation des enfants. Vous savez qu'il y a eu des gens qui ont pensé que c'était bien d'interdire le travail des enfants... et interdire le travail des enfants, dans certains pays comme le Bangladesh, ça s'est traduit par de véritables catastrophes.

Ce sont des choses sur lesquelles nous sommes vigilants, c'est de ne pas, en ayant plein de bonnes intentions, provoquer des catastrophes là-bas... parce que retirer le revenu des enfants dans une famille où déjà le revenu suffit à peine à avoir de quoi manger, c'est dramatique.

Donc, nous avons créé un collectif qui regroupe beaucoup de citoyens ici, d'horizons divers, coordonné au niveau européen afin d'avoir plus de poids, en lien avec les syndicats, les travailleurs du Sud, afin de ne pas faire n'importe quoi.

La deuxième idée du collectif, c'était de s'appuyer sur les articles de loi de l'OIT que les pays ont signés. De prendre les trois articles qui nous semblaient les plus importants sur l'exploitation des enfants, le travail forcé et puis la liberté syndicale, car finalement nous avons pensé "Quand la liberté syndicale est acquise, eh bien, le reste vient de fait".

De plus, ce qui nous semblait très, très important, c'était de créer un label social qui soit sur les étiquettes, mais avec un contrôle indépendant. Pourquoi un contrôle indépendant ? Parce qu'il faut être sûr que ce qui est écrit sur l'étiquette est vrai !

Et ça, les codes de conduite dont on a déjà parlé, les codes de conduite privés, vous allez en trouver... Par exemple, des tapis avec une étiquette "Garanti sans travail des enfants".

Mais, aujourd'hui, à peu près tous les codes de conduite refusent d'inclure la liberté syndicale. Vous voyez où est l'os...

Le risque, c'est de se faire avoir en tant que consommateur. On va vous dire : "Ah, il y a un label social !" Et par exemple, il n'y aura pas de liberté syndicale. Et ça, pour nous, la liberté syndicale, - d'autant plus que au sein du collectif sont représentés des syndicats français, CFDT, CGT - c'est très important qu'elle soit reconnue !

Donc, nous demandons un label avec un contrôle indépendant qui puisse être suivi par une commission paritaire comprenant :

- des représentants d'entreprises;
- des représentants d'ONG;
- des représentants de syndicats;
- des représentants de consommateurs;
- et des représentants des gens du Sud.

Et puis, l'idée aussi qui nous semble essentielle, c'est que, rapidement, ce ne soit plus un label privé (on a parlé tout à l'heure de la régulation privée et de la régulation publique).

Il nous semble que la régularisation doit se faire dans le domaine public et que, pour qu'elle puisse se faire, il faut que l'Etat français, dans un premier temps, et puis l'Europe reprennent à leur compte cette idée de la normalisation, de la certification, que ce soit quelque chose d'institutionnalisé.

Comment avons-nous procédé ? Nous avons procédé par des mouvements d'opinion.

Vous en avez peut-être eu entre les mains. Il s'agissait de cartes postales à renvoyer à des grandes surfaces, à Décathlon, à Naf Naf, à La Redoute, pour leur demander dans quelles conditions sociales étaient produits les vêtements qu'ils vendaient. Cela a créé tout de suite une réaction très rapide et on commence à en voir les premiers résultats.

Aujourd'hui, certaines grandes surfaces commencent à se dire "ça sent un petit peu le roussi parce que si on nous serre de trop près avec les questions, pour peu que les journalistes s'en mêlent et aillent faire un reportage dans le Sud, ça risque de nous mettre en porte à faux !".

Donc, nous sommes en pourparlers et, d'ici quelques mois, vous devriez voir apparaître, sur quelques vêtements, les premiers essais d'un label social, probablement sur les vêtements distribués par Auchan et qui proviennent d'un ou deux pays d'Asie et d'Afrique.

Donc un label social avec un contrôle indépendant et qui respecte les trois articles dont je vous ai parlé.

D'autres grandes surfaces sont sur la ligne de départ mais il y en a certaines qui sont un petit peu attentistes et qui se disent "tiens, s'il y a un effet marketing, si on vend plus, peut-être qu'on va y aller mais ça risque de nous coûter un peu d'argent... alors on hésite encore un peu !".

Et puis il y a aussi des campagnes "interpellation des politiques".

Une campagne va démarrer auprès des futurs députés européens pour que la Commission européenne, à son tour, puisse tenir ses premiers engagements qui étaient :

- un observatoire des pratiques sociales des entreprises;
- une diffusion des résultats observés (que font les entreprises ?);
- et puis, un soutien aux entreprises qui auraient une pratique sociale, qui pratiqueraient un commerce respectueux des conditions sociales de production.

En parallèle, nous avons commencé à rencontrer des responsables des normes AFNOR, donc les normes publiques, qui sont prêts à reprendre le dossier et à avancer là-dessus.

Au bout du compte, l'idée du collectif, et en tout cas l'idée d'Artisans du monde, c'est qu'un jour, eh bien, ça soit repris par les pouvoirs publics et que nous puissions prendre une chaise longue, nous mettre au soleil et siroter un jus d'orange...

Ça, c'était la première action. Le deuxième collectif dont je voulais vous parler, je vais le faire très rapidement parce que Michel Besson en a parlé un peu, c'est la plate-forme du commerce équitable.

Pourquoi une plate-forme du commerce équitable ?

Le label social, c'est compliqué, mais le commerce équitable, c'est beaucoup, beaucoup plus compliqué et, en ce moment, on voit se multiplier partout des publicités d'entreprises qui nous disent "achetez nos produits, c'est équitable !".

Voilà, on commence à mettre l'équitable à toutes les sauces pour vendre !

Nous avons donc voulu réunir des gens qui, mutuellement, se reconnaissent comme faisant du commerce équitable pour réfléchir à l'élaboration d'un concept de commerce équitable qui puisse servir de référence (parce que c'est extrêmement complexe, le commerce équitable !). Ça va plus loin que simplement le prix juste, on l'a

dit, ce sont les échanges à long terme, ce sont d'autres critères, les critères de transparence, par exemple. Ce n'est pas seulement nous qui allons vérifier ce que fait le Sud, il faut que le Sud aussi ait des informations sur ce que fait le Nord, parce que ça ne se fait pas que dans un sens, c'est fini le colonialisme où l'on demande tous les comptes au Sud alors que nous, le Nord, nous n'en donnons pas.

Il y a toutes ces idées à reprendre.

Il y a cette plate-forme, qui est un espace de coordination, de promotion du commerce équitable, et puis de construction de ce concept de commerce équitable afin qu'il ne soit pas galvaudé et repris par n'importe qui.

Pour être brève, enfin j'espère, et donc pour terminer, en tant qu'Artisans du monde, je crois que c'est le sens de notre action, tout ça, cette idée de collectif, de construire ensemble et d'avancer sur cette idée de commerce équitable, c'est le sens de ce qui se fait notamment au cours de cette semaine sur "Eh, changeons le monde !" et c'est une construction, un mouvement qui avance... et, nous l'espérons, un jour, les chaises longues ne sont pas loin..... le commerce équitable se retrouvera à tous les coins de rue.

Philippe Frémeaux

Je suis tout à fait désolé, mais il est 9 heures et, nous avons eu la chance de bénéficier de cette superbe salle pour cette réunion, mais nous devons impérativement avoir terminé pour 9 h 10 au grand maximum. Ce qui veut dire que le temps du débat est réduit à néant. Si certains d'entre vous veulent apporter un court témoignage d'une ou deux minutes, je pense que c'est possible, sinon je pense qu'on peut, compte tenu de la richesse de ce qu'ont été nos débats, s'arrêter là, remercier l'ensemble des intervenants pour les éléments de réflexion qu'ils nous ont apportés et également pour les exemples concrets qui nous ont été donnés, qui sont autant d'incitations à se mobiliser.... pendant au moins vingt ans maintenant pour le commerce équitable.... Un millénaire, dirait Gustave Massiah...